

fiance des électeurs de toutes les provinces, quelle que soit leur origine ethnique, et l'appui de la majorité des Canadiens.

M. L. W. Skey (Trinity): Vu que quelques-unes des observations de l'honorable préopinant étaient désobligeantes, je crois devoir signaler, afin qu'on puisse le consigner au compte rendu, que le chef de l'opposition est absent de la Chambre et qu'il n'a pas entendu ces observations.

Une voix: Il aurait dû être présent.

M. Skey: Mais passons à autre chose. Je désire féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Je les félicite d'avoir tiré le meilleur parti possible d'un discours du trône qui n'était pas fameux. Je profite de cette occasion pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux députés qui nous sont arrivés depuis la prorogation, en juin dernier.

Je désire ajouter quelques mots au sujet d'une nouvelle circonscription de Terre-Neuve, la circonscription de Trinity-Conception. A titre de député de Trinity, Toronto, c'est avec plaisir que je souhaiterai la bienvenue au nouveau député d'une circonscription portant le nom de Trinity, dès que ce dernier sera élu dans le bon vieux dominion.

Avant d'aborder le problème de l'habitation, sur lequel portera l'ensemble de mes observations, je veux me permettre une digression au sujet de l'hôpital de la rue Christie à Toronto, qu'on vient de remettre à la ville. On l'appelle maintenant, de son nouveau nom, Lambert Lodge. J'ai signalé pour la première fois, il y a environ trois ans, je crois, que lorsque l'hôpital de Sunnybrook serait en pleine activité, le Gouvernement trouverait peut-être bon de remettre l'hôpital de la rue Christie à la ville de Toronto afin d'améliorer les services d'hospitalisation de notre partie de la province. Il m'est infiniment agréable de constater que durant le mandat de deux ministres des Affaires des anciens combattants, de deux premiers ministres et de deux maires différents de Toronto, ma proposition a survécu et, je le constate avec plaisir, la ville possède l'hôpital de la rue Christie et les services d'hospitalisation dont le besoin est si pressant à l'heure actuelle. La population non seulement de notre ville, mais aussi du comté d'York et des environs de la ville pourra y être hospitalisée. Il y a quelques jours j'ai eu le plaisir de participer, avec plusieurs membres du conseil de ville, le personnel de l'hôpital de Christie Street et le premier ministre, aux

[M. Pinard.]

cérémonies qui ont eu lieu lors de la remise de la clef de l'édifice. C'est après cela que le premier ministre a prononcé un discours intéressant sur le problème du logement à Toronto. Si j'en juge par les observations qu'il a faites alors, il a changé sensiblement d'avis depuis la déclaration qu'il formulait le 28 octobre 1947, quand, d'après le *Journal d'Ottawa*, il aurait dit qu'il ne favoriserait nullement l'adoption de mesures législatives visant à la construction de maisons subventionnées. Le *Telegram* du lundi 21 février a rapporté les paroles prononcées par le premier ministre en cette occasion. En voici un extrait:

Nous estimons que la ligne de conduite qui s'impose au gouvernement fédéral consiste à se borner à fournir une aide financière aux individus et aux sociétés, propriétaires ou propriétaires fonciers.

Comme je consacrerai mes autres observations à la question du logement, j'espère que le Gouvernement ira de l'avant dans le sens général indiqué par le premier ministre en cette occasion, et qu'on prendra les mesures les plus énergiques dans le domaine de la construction de logements que le Canada ait jamais connues. J'aimerais voir ces efforts égaux ceux que l'industrie a fournis pendant la guerre, car c'est le problème le plus grave qui se pose chez nous en ce moment.

D'après le *Star* de Toronto, en date du lundi 14 février, on a posé au rédacteur financier la question suivante:

Qu'a-t-on fait pour répondre à la demande de logements suffisants depuis 1945?

Voici sa réponse:

La réponse à cette question est bien simple: "Pas grand chose". De fait, il n'est pas injuste de dire que nous avons lamentablement failli à la tâche.

Il n'est pas mal à propos de ma part de signaler que, immédiatement après la guerre, les problèmes du logement chez nous relevaient surtout du gouvernement fédéral en raison des pouvoirs de temps de guerre qu'il s'était attribués. En 1945, il a laissé entendre aux électeurs qu'il comptait s'occuper du problème du logement. Quelques mois plus tard, réduit presque au désespoir, il en confiait de nouveau le soin aux municipalités.

Qu'il me soit permis d'aborder un autre aspect de la question, monsieur l'Orateur. A Toronto, le 13 février, les anciens combattants ont tenu une assemblée dans la salle Earls court qui appartient à la Légion. Dans son numéro du 14 février 1949, le *Telegram* donnait de la réunion le compte rendu suivant: